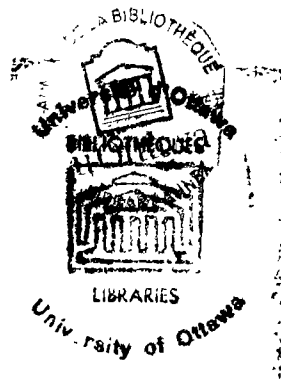


EMBAUCHAGE INTEGRAL  
DEFINITION ET THEORIE

par Jean-Robert Bélanger

Thèse présentée à l'Ecole des Sciences  
politiques de l'Université d'Ottawa  
en vue de l'obtention de la maîtrise  
ès arts.



Ottawa, Canada, 1948

UMI Number: EC55146

### INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

**UMI**<sup>®</sup>

---

UMI Microform EC55146  
Copyright 2011 by ProQuest LLC  
All rights reserved. This microform edition is protected against  
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

---

ProQuest LLC  
789 East Eisenhower Parkway  
P.O. Box 1346  
Ann Arbor, MI 48106-1346

## RECONNAISSANCE

Cette thèse a été préparée sous la surveillance et avec l'aide du directeur de l'Ecole des Sciences politiques de l'Université d'Ottawa.

Nous le remercions très sincèrement.

## TABLE DES MATIERES

| Chapitre  | page |
|---|------|
| INTRODUCTION.....   | VII  |
| I.- DEFINITION DE L'EMBAUCHAGE INTEGRAL.....              | 1    |
| 1. Double notion  | 1    |
| 2. Nature de l'embauchage                                 | 1    |
| 3. Conditions justes et humaines                          | 3    |
| 4. Rémunération du travail                                | 4    |
| 5. Seconde notion, Extension de l'embauchage<br>intégral  | 6    |
| 6. Chômage temporaire et chômage saisonnier               | 8    |
| II.- DISTINCTIONS ET DONNEES PRELIMINAIRES.....           | 11   |
| 1. Théorie de l'embauchage                                | 11   |
| 2. Problème d'interêt général                             | 11   |
| 3. Facteur psychologique                                  | 13   |
| 4. Production, embauchage et revenu national              | 14   |
| 5. Cadres économiques                                     | 17   |
| III.- THEORIE DE L'EMBAUCHAGE INTEGRAL.....               | 20   |
| 1. Faits courants   | 20   |
| 2. Faits Historiques                                      | 21   |
| 3. Théorie monétaire                                      | 23   |
| 4. Facteur direct, la monnaie                             | 24   |
| 5. Monnaie et embauchage                                  | 25   |
| 6. Facteurs indirects                                     | 28   |
| 7. Premier facteur indirect, Consommation,<br>definition. | 29   |
| 8. Sources des biens de consommation                      | 30   |
| 9. Consommation et embauchage                             | 32   |
| 10. Stabilité de la consommation                          | 32   |
| 11. Consommation anticipée                                | 33   |
| 12. Consommation, facteur limité                          | 35   |
| 13. Deuxième facteur indirect, Placements de<br>fonds     | 36   |
| 14. Biens de production additionnels et<br>rechanges      | 37   |
| 15. Placement de fonds et embauchage                      | 38   |
| 16. Principes du multiplicateur et de<br>l'accélérateur   | 39   |
| 17. Consommation anticipée et placements de<br>fonds      | 41   |

TABLE DES MATIERES

V

| Chapitre  | Page      |
|---|-----------|
| <b>III.-THEORIE DE L'EMBAUCHAGE INTEGRAL</b>                      |           |
| 18. Placements de fonds et crise économique                       | 43        |
| 19. Placements de fonds, conclusion                               | 44        |
| <b>IV.-THEORIE DE L'EMBAUCHAGE INTEGRAL (SUITE).....</b>          | <b>45</b> |
| 1. Troisième facteur indirect, Commerce<br>extérieur              | 45        |
| 2. Importations et exportations                                   | 45        |
| 3. Change étranger  | 46        |
| 4. Balance du commerce et balance des<br>paiements internationaux | 48        |
| 5. Politiques tarifaires  | 49        |
| 6. Rôle du commerce extérieur                                     | 50        |
| 7. Commerce extérieur, facteur limité<br>d'embauchage             | 53        |
| 8. Commerce extérieur, conclusion                                 | 55        |
| 9. Quatrième facteur indirect, l'épargne                          | 56        |
| 10. Epargne, conclusion   | 59        |
| <b>V.-COROLLAIRES.....</b>  | <b>61</b> |
| 1. Résumé de la théorie monétaire de<br>l'embauchage intégral     | 61        |
| 2. Les cycles économiques, nature                                 | 66        |
| 3. Causes des cycles économiques                                  | 67        |
| 4. Régularité des cycles économiques                              | 70        |
| 5. Remèdes aux cycles économiques                                 | 71        |
| 6. Rôle de l'état et l'embauchage intégral                        | 72        |
| 7. L'état et la monnaie en circulation                            | 73        |
| 8. Salaires et coût de la vie                                     | 73        |
| 9. Travaux publics  | 73        |
| 10. L'état et les placements de fonds                             | 75        |
| 11. Allocations et assurances sociales                            | 75        |
| 12. L'état et le commerce extérieur                               | 76        |
| 13. Rôle de l'état, conclusion                                    | 76        |
| 14. Possibilité de l'embauchage intégral                          | 77        |
| <b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>   | <b>79</b> |

## LISTE DES TABLEAUX

|   | page |
|---|------|
| Indices du volume de la production manufacturière<br>canadienne pour les groupes de la classification<br>suivant l'usage, pour les années représentatives<br>de 1923 à 1943 | 43   |
| Indices de la balance du commerce extérieur et<br>de l'embauchage au Canada, de 1921 à 1945   | 52   |

## INTRODUCTION

Le problème de l'embauchage intégral ne manque pas d'actualité. Au cours des dernières décades surtout, par suite des crises économiques répétées dont les nations industrielles ont souffert si cruellement, il devint un sujet d'étude très répandu et de plus en plus discuté.

L'embauchage intégral en effet est d'importance primordiale. Dans notre société capitaliste, où la grande industrie s'impose toujours davantage, il constitue un problème vital. Actionnaires, industriels, artisans, ouvriers, tous dépendent pour leur survie de leur revenu quotidien et du revenu d'autrui. Le chômage signifie pour la très grande majorité la gêne, la privation et peut-être la mendicité.

Qu'il suffise de rappeler les conditions de vie qui accompagnèrent la trop fameuse crise de 1929. Villes et villages regorgeaient de chômeurs et de familles réduites à l'indigence. De nombreux <sup>se virent</sup> durent dépenser des milliards pour empêcher leurs gens de mourir de faim et de froid.

Que l'on songe maintenant aux conséquences morales que peuvent entraîner de telles situations. Les jeunes surtout en souffrent le plus cruellement. Au moment où ces derniers pleins d'ardeur parviennent à l'âge de commencer leur apprentissage dans le monde du travail, ils se voient condamnés à l'oisiveté la plus déprimante ou doivent se con-

tenter de positions parfois dégradantes et mal payées.

Il vaut donc la peine de s'intéresser à l'embauchage intégral. In vaut la peine de l'analyser à fonds, d'en établir le mécanisme et les possibilités. Quelles qu'en soient les difficultés, le problème est soluble. Il existe des moyens de réaliser au moins dans une certaine mesure cet idéal indispensable à notre société.

Pour être pratique, nous devrions surtout traiter des moyens de réaliser l'embauchage intégral. Par ailleurs des notions bien claires sur la nature de l'embauchage intégral et son fonctionnement dans la vie économique s'avèrent indispensables. Nous avons cru préférable de nous limiter à ces notions fondamentales. Notre travail se divisera comme suit: 1<sup>o</sup> Définition de l'embauchage intégral; 2<sup>o</sup> Distinctions et données préliminaires; 3<sup>o</sup> Théorie de l'embauchage intégral; 4<sup>o</sup> Quelques corollaires.

## CHAPITRE I

### DEFINITION DE L'EMBAUCHAGE INTEGRAL

#### 1. Double notion

La formule "embauchage intégral" ("full employment") renferme une double notion. La première se rattache à la nature et aux caractéristiques de l'emploi: il ne s'agit pas de n'importe quel travail, à n'importe quelles conditions. Le tout doit s'avérer convenable et proportionné à l'individu en question. La seconde notion a trait à l'extension de l'embauchage. Il va sans dire qu'il ne peut englober absolument tout le monde, au rythme de trois cent soixante-cinq jours par année; il est même des états de chômage très compatibles avec l'embauchage.

#### 2. Nature de l'embauchage

Il existe dans le monde du travail une gamme d'emplois très longue et très variée: il existe aussi plusieurs classifications de ces emplois. Celle qui nous intéresse dans le cas présent se fonde sur les qualifications physiques et intellectuelles du travailleur. Certains emplois exigent les services d'un adulte masculin; tel est le cas d'un compagnon électricien, d'un manoeuvre préposé aux lourds travaux, d'un commis voyageur, d'un chauffeur d'autobus, d'un commis de bureau sénior. D'autres emplois seront très bien remplis par

des femmes; certains même leur seront exclusifs. Enfin il existe des emplois propres à des adolescents; tels sont les emplois d'apprentis, de messagers, de garçon ou fille de bureau.

Il se trouve donc des emplois appropriés aux différentes catégories de travailleurs: adultes masculins, adultes féminins et adolescents des deux sexes. L'embauchage intégral doit tenir compte de ces différences; il suppose qu'aucun travailleur normal ne doit se contenter en permanence d'un emploi inférieur à celui qu'il peut remplir. Tout adulte masculin doit occuper un poste propre à son âge et à sa force; de même doit-il en être pour tout adulte féminin en droit et devoir de travailler.

A noter que certaines fonctions jusqu'ici réservées aux hommes sont parfois remplies maintenant par des femmes ou des adolescents. Si de telles substitutions privent d'un emploi approprié des adultes masculins qualifiés, cette situation anormale ne cadre pas évidemment avec l'embauchage intégral; un tel état de choses forcerait des adultes masculins à se contenter d'emplois inférieurs à leur âge et à leurs forces. Par contre ces substitutions n'entraînent pas toujours le même renversement social; elles sont parfois exigées par le manque de main d'oeuvre.

Dans ce cas celles laissent intact l'ordre normal des choses et ne manifestent qu'un indice croissant de l'embauchage.

Il se rencontre aussi de nombreuses positions également appropriées aux femmes adultes et aux adolescents des deux sexes. Les deux groupes ayant dans l'ensemble un droit et un devoir équivalents relativement au travail, il importe peu au point de vue embauchage intégral qui de ces deux groupes occupent les positions mentionnées.

L'embauchage intégral ira-t-il jusqu'à exiger un travail approprié aux qualifications techniques de chacun? Une telle exigence s'avérerait illogique. Le travailleur a le droit de demander une fonction appropriée à ses qualités physiques et intellectuelles; l'ordre social le demande. Mais c'est à lui de s'adapter aux exigences techniques du travail. Le nombre et la variété des techniciens requis doivent être déterminés par les besoins de l'industrie et du commerce; Toute pratique contraire n'entraînerait que disproportion et encombrement.

### 3. Conditions justes et humaines

En plus d'un emploi approprié aux qualités physiques et intellectuelles du travailleur, l'embauchage intégral exige des conditions de travail justes et humaines. Cela comporte: régularité de l'emploi, local bien aéré, et bien éclairé, protection efficace contre les accidents

de travail et les maladies industrielles, rythme raisonnable de la production, protection morale et religieuse de l'employé, liberté d'association et surtout rémunération proportionnée au coût de la vie et aux fonctions et responsabilités propres. Chacune de ces conditions donneraient lieu à de longs développements; mais les cadres de ce travail ne nous le permettent pas. Contentons-nous de brèves explications sur la plus controversée de toutes; rémunération proportionnée au coût de la vie et aux fonctions et responsabilités propres.

#### 4. Rémunération du travail

Il n'est pas toujours facile de déterminer cette rémunération. De nombreux facteurs tous très importants entrent en ligne de compte: coût de la vie courant; condition sociale du travailleur requis: faut-il un adulte masculin, un adulte féminin ou un simple adolescent; fonctions et responsabilités propres à l'emploi; qualifications techniques requises; risques encourus.

Quelle que soit la rémunération nominale d'un travail, si elle s'avère trop faible en rapport avec le coût de la vie, on ne peut la considérer comme juste et humaine. Sans doute au strict point de vue légal, on regarde comme juste tout salaire dont le taux est librement convenu par

les intéressés. Mais au point de vue justice chrétienne ou simplement humaine, c'est la valeur réelle des choses qui compte, leur valeur objective. Le travail doit être rémunéré non pas au taux normal d'il y a un an, dix ans, vingt ans, mais à un taux en rapport avec le coût de la vie courant.

Pour déterminer la relation qui doit exister entre rémunération du travail et coût de la vie, la méthode suivante semble la plus commode. Cette méthode inclut également tous les facteurs de la juste rémunération du travail. On établit le revenu minimum nécessaire pour faire vivre une famille type. Le montant ainsi obtenu doit être considéré comme la rémunération propre au moindre des emplois exigeant les services d'un adulte masculin. Ce salaire minimum sert de base aux autres rémunérations plus élevées ou moins élevées. Les différences en plus ou en moins varient avec les fonctions et responsabilités, les qualifications requises, les risques encourus. Pour peu qu'on s'en donne la peine, il s'en suivra une classification logique et tout à fait conforme aux principes économiques et sociaux.

Là où des femmes ou des adolescents remplissent les fonctions propres aux adultes masculins, il faut se rappeler

la vieille loi: A travail égal salaire égal.

Ce qui compte dans le travail, au point de vue industriel et commercial, c'est le rendement. L'ouvrier travaillant deux heures a droit à deux fois le salaire d'une heure, et celui qui fait le même travail dans les mêmes conditions que son prédécesseur a droit au même salaire réel auquel ce dernier avait droit. Nous prenons bien garde de dire: auquel ce dernier avait droit; le patron est toujours libre de donner à qui il veut un salaire supérieur au juste salaire.

Tel que compris dans cette thèse l'embauchage intégral suppose donc un emploi approprié au rôle social du travailleur et des conditions de travail justes et humaines. On n'attachera jamais assez d'importance à cette première notion de la formule: embauchage intégral. A quoi bon donner du travail à tous si ce travail ne leur permet pas de vivre dignement, et doit se poursuivre dans des conditions injustes et inhumaines.

##### 5. Seconde notion

###### Extension de l'embauchage intégral

La seconde notion incluse dans "embauchage intégral" se rapporte aux travailleurs qu'il doit couvrir. L'embauchage intégral doit couvrir tous les travailleurs qui ont

le droit et devoir de travailler. Cette formule générale inclut: les chefs de famille, soit le père, la mère ou les enfants aînés; les veufs ou veuves sans enfants; les célibataires adultes des deux sexes; les adolescents et adolescentes que les circonstances obligent à gagner déjà leur vie ou à faire leur apprentissage au travail.

Cette énumération comprend aussi la masse des jeunes travailleurs qui chaque année quittent l'école et l'université et se lancent dans le monde du travail. Au Canada, le marché du travail doit absorber une augmentation annuelle nette de 50,000 travailleurs. C'est dire la nécessité d'une politique d'embauchage constante et progressive.

L'embauchage intégral couvre-t-il les employés seulement ou couvre-t-il en plus les employeurs et tous les individus qui selon la formule travaillent à leur compte. Bien qu'au point de vue étymologique l'expression n'indique que les employés, les personnes embauchables, nous croyons que strictement parlant il faut aussi y inclure les deux autres catégories de travailleurs.

L'embauchage intégral couvre toute personne vivant de ses revenus, quelle qu'en soit la source. Mais pour toute catégorie autre que celle des employés, il ne se pose pas de problème; advenant la cessation de leurs revenus, ils

retournent inévitablement à la masse des employés, des personnes travaillant au service d'un employeur.

En définitive l'embauchage intégral se rapporte surtout aux "employés". Cependant ces quelques considérations gardent leur importance au point de vue économique. Nous le verrons plus tard lorsque nous étudierons la théorie de l'embauchage.

#### 6. Chômage temporaire et chômage saisonnier

Dans son rapport "Full Employment in a Free Society" Beveridge définit l'embauchage intégral: "avoidance of mass unemployment". Cette formule négative laisse donc entendre que l'embauchage intégral ne signifie pas du travail pour absolument tout le monde trois cent soixante -cinq jours par année. A la vérité un tel état de choses dépasserait la plus exagérée des utopies relatives au travail. Comme on peut le lire dans le The Economist (London),

"Full employment does not mean the total disappearance of the unemployed as usually understood, it is quite compatible with the continuance of normal minimum unemployment - that is the men and women who are changing their jobs and drawing (unemployment insurance) benefit for a week or two in the interval. Indeed it is imperative for the elasticity of the national economy that there should be a substantial degree of mobility of labour and not every change of job can be expected to be accomplished between night and morning. Full employment is also compatible with a certain degree of seasonable unem-

ployment." 1

Il existe deux modes de chômage compatible avec l'embauchage intégral; le chômage temporaire et le chômage saisonnier. Il peut arriver que pour des raisons diverses: faillite, incendie, changement de machinerie, maladie, incompetence, mécontentement ou simple caprice, que certains travailleurs soient contraints de changer d'emploi. Le chômage qui en résulte ou peut en résulter, qu'il s'appelle technique ou autre, est certes inévitable. Pour cadrer avec l'embauchage intégral, il lui suffira d'être seulement temporaire; d'ordinaire pas plus que quelques semaines.

Quant au chômage saisonnier, il se présente dans les industries telles la coupe du bois, la construction, l'agriculture, où en temps normal il n'y a du travail que pour une partie de l'année. Règle générale les personnes employées par ces industries, ou bien font alterner deux emplois, vg l'agriculture l'été et la coupe du bois l'hiver, ou bien reçoivent une rémunération plus élevée, vg les métiers de la construction. Inutile d'ajouter que le chômage saisonnier est lui aussi inévitable et présente peu d'inconvénients. Nous dirions même que ce n'est pas du chômage proprement dit, mais plutôt une saison morte.

---

1. The Economist (London), 3 octobre, 1942, cité en appendice dans "Memorandum for Postwar Planners", par Gilbert Jackson and Associates, no 2, January, 1945.

En résumé l'embauchage intégral répond à la définition suivante: état de l'emploi dans un pays donné où toute personne en droit et devoir de travailler possède ou peut facilement se procurer un travail approprié et comportant des conditions justes et humaines.

Nous limitons notre définition "dans un pays donné"; en effet l'embauchage est un phénomène plutôt national. Etant donné l'interdépendance des pays au point de vue commercial, la baisse de l'embauchage dans un pays peut entraîner un affaïssement identique dans un pays voisin. Mais les choses n'arrivent pas toujours ainsi et très souvent les dates ne coïncident pas du tout; au point de vue économique chaque pays constitue une entité distincte. Les particularités géographiques, le mode de vie, les lois et institutions, le médium d'échange et mille autres choses encore entraînent pour chaque pays une vie économique séparée et autonome.

## CHAPITRE II

### DISTINCTIONS ET DONNEES PRELIMINAIRES

Avant d'aborder l'étude de la théorie de l'embauchage intégral, quelques précisions s'imposent.

#### 1. Théorie de l'embauchage

D'abord il n'existe pas de théorie propre à l'intégralité de l'embauchage. Cette intégralité de l'emploi n'en constitue qu'une caractéristique, *un* degré; dans l'occurrence le degré *maxim*m. La théorie de l'embauchage la plus près de la réalité sera celle de l'embauchage intégral. Il suffira que les divers facteurs agissent pleinement et en parfaite harmonie pour que l'indice de l'embauchage se maintienne à son point *maxim*m.

#### 2. Problème d'intérêt général

En second lieu si l'on veut obtenir une théorie de l'embauchage conforme à la réalité il faut absolument n'envisager la situation que dans son ensemble. L'embauchage, comme toute l'activité économique est un phénomène d'ordre général. Les cas individuels ne doivent entrer en ligne de compte que s'ils sont intégrés dans le plan d'ensemble.

Dans l'étude des problèmes économiques ce procédé est absolument nécessaire. L'étude d'un fait pris isolément et celle d'un fait envisagé dans le plan d'ensemble

peuvent conduire à des conclusions tout à fait contraires. Prenons le cas d'une industrie qui pour étendre son marché coupe ses prix de dix pour cent. A moins de circonstances anormales et d'une coupe correspondante des prix compétiteurs. l'industrie en question verra s'accroître la demande pour ses produits dans une proportion peut-être très élevée et devra augmenter sa production au niveau de la demande. Tout ceci exigera de l'équipement additionnel, des locaux plus vastes, un personnel plus nombreux. En somme une augmentation sensible de l'embauchage dans ce secteur.

Au point de vue général l'embauchage subira-t-il une hausse semblable. Possible, mais très douteux. Comme on peut le deviner, l'expansion prise par l'industrie en question le fut aux dépens des compétiteurs. S'ils veulent maintenir au niveau précédent et leur production et leur personnel, ces derniers devront évidemment se trouver une clientèle nouvelle pour remplacer celle qu'on leur a soustrait. S'ils la trouvent aux dépens d'autres compétiteurs, ceux-ci devront à leur tour faire de même, et ainsi de suite. Advenant pour l'un ou l'autre l'impossibilité de remplacer la clientèle perdue, celui ou ceux-là devront diminuer leur production et mettre à pied une partie de leur personnel. Résultat dans l'ensemble, l'embauchage reste au même niveau. L'augmentation de l'emploi dans un secteur entraîne une diminution équivalente dans l'autre.

Cet exemple illustre bien la nécessité d'étudier les phénomènes économiques non pas séparément mais dans le plan général, le plan d'ensemble, Même si parfois les conclusions s'avèrent identiques, il est absurde de conclure du particulier au général. Ici comme dans toute autre science, il faut pour une étude réaliste partir du concret et donc de cas particuliers, mais avant de pousser plus loin, il faut bien situer ces cas particuliers dans le plan général. Pour le problème ici à l'étude, le plan général s'identifie avec le plan national.

### 3. Facteur psychologique

Troisième préliminaire: dans l'étude des problèmes économiques comme celui de l'embauchage, il ne faut pas négliger le facteur psychologique. Qu'il suffise de rappeler la panique qui s'empara des foules en 1929, au seuil de la crise économique 29-35, et dix ans plus tard en 1939, aux premiers jours de la seconde guerre mondiale. Les phénomènes économiques s'apparentent souvent aux formules mathématiques. Il ne faut pas confondre cependant les uns et les autres. L'activité économique est le fait d'êtres humains. Sans doute des événements d'ordre physique tels le feu et la sécheresse peuvent exercer sur cette activité économique une influence considérable et parfois déterminante. Il n'en reste pas moins vrai que c'est l'être

humain avec son intelligence et sa volonté, son imagination et ses passions qui commande toutes les opérations intégrantes de la vie économique. En d'autres termes, dans les questions économiques les sentiments les plus divers peuvent régner tour à tour ou tous ensemble. L'injustice, la crainte, l'audace, la témérité, l'affollement, la prodigalité, l'ambition entraînent dans la vie économique les conséquences les plus inattendues et les plus extrêmes.

Dans l'étude de l'embauchage et des différents facteurs de l'embauchage, il faut se rappeler sans cesse cet aspect de la question. On risquerait autrement de tomber dans le formalisme et s'éloigner dangereusement de la réalité. Nous établirons des faits, des lois générales, une théorie complète. Est-ce à dire que ces principes s'appliquent constamment avec une exactitude mathématique? Bien naïf qui le croirait. Le facteur psychologique a toujours un rôle à jouer. Et si d'ordinaire il s'adapte et suit les événements physiques et économiques, il se cabre parfois et entraîne des conséquences tout à fait contraires aux prévisions.

#### 4. Production, embauchage et revenu national

Un mot de la relation entre production, embauchage et revenu national. La production inclut toute activité destinée à extraire, transporter et transformer les biens

matériels et en faciliter l'acquisition par les échanges (commerce).<sup>1</sup> L'embauchage est l'état du travailleur jouissant d'un emploi rémunérateur, et le revenu national le grand total de toutes les rémunérations individuelles des travailleurs d'un pays donné. Si l'on confronte ces trois notions, on constate que la production s'identifie d'une certaine manière avec l'embauchage et le revenu national. Le prix final de tout bien de consommation ou de production n'est qu'un agrégat de revenus individuels. Analysons par exemple le prix de vente final d'un meuble quelconque de trente dollars. Pour plus de clarté nous nous servirons d'un tableau.

Matériel: bois, clous, peinture.

|  |              |
|--|--------------|
| Redevances sur matières premières.....                                       | 1.00         |
| Salaires (extraction etc) .....  | 5.00         |
| Machineries (redevances, salaires, outillage, etc) .....                     | 3.00         |
| Profits et dividendes .....  | 1.00         |
| Travail direct, salaire de l'ouvrier .....                                   | 10.00        |
| Frais généraux d'ateliers et autres  |              |
| Salaires d'entretien .....   | 3.00         |
| Machinerie, bâtisses, outillage etc<br>(redevances, salaires, outillage etc) | 2.00         |
| Profits et dividendes .....  | <u>5.00</u>  |
| Prix total   | <u>30.00</u> |

<sup>1</sup>L.V. Fallon, s.j., Principes d'économie sociale, A. Wesmael Charlier, Namur, 1935, 5<sup>e</sup> édition, p 31.

Le montant total de trente dollars n'est qu'un agrégat de revenus. En effet les redevances dues aux propriétaires de forêts de mines non exploitées etc constituent pour chacun d'eux un revenu. Les salaires et gages payés pour ces matières premières utilisables constituent des revenus. Les salaires et gages payés pour la construction et l'entretien des usines, machineries, bureaux et équipements de toutes sortes; les salaires et gages payés aux employés qui travaillent dans ces usines et bureaux, aux employés des compagnies de transport et d'entreposage, aux vendeurs et autres agents, constituent encore des revenus. Enfin les intérêts, dividendes et profits réalisés sont également des revenus.

Nous avons donc raison d'affirmer qu'en définitive la production s'identifie avec l'embauchage et le revenu. Ces trois expressions se rapportent à la même chose: elles ne font qu'en exprimer un aspect différent. L'embauchage indique les personnes engagées dans la production, la production indique l'activité requise pour mettre à la portée du consommateur ce dont ce dernier a besoin, le revenu comprend les argents gagnés par ces personnes comme rémunération de leur travail de production.

### 5. Cadres économiques

Avant d'établir notre théorie de l'embauchage il serait utile de déterminer les cadres économiques où nous évoluerons. Dans le domaine économique, il existe actuellement trois écoles principales: le libéralisme, le socialisme et l'économie contrôlée.

Le libéralisme est partout le même: il prône en tout le sacro-saint "laissez faire". Dans l'activité économique cette doctrine du "laissez-faire" a amené l'avènement du capitalisme. Au cours des deux derniers siècles, ce dernier s'est vite acquis une puissance presque illimitée et trop souvent sans entrailles. Les employés et les compétiteurs trop faibles en subirent les contrecoups funestes. Par bonheur dans bien des cas la situation s'est sensiblement améliorée. Grâce aux unions ouvrières et coopératives, grâce à l'intervention de plus en plus efficace des autorités civiles, grâce aussi au développement des sciences économiques et sociales et à l'amélioration de la direction de personnel, le capitalisme anonyme moderne, malgré sa puissance plus grande que jamais, n'exerce plus la tyrannie criante du siècle dernier et des débuts du siècle courant.

Le socialisme est l'opposé extrême du libéralisme. Il existe sous les formes les plus variées, allant jusqu'au

socialisme d'état des nazis d'hier et au communisme russe. A tous ses degrés le socialisme cherche à contrôler la vie économique jusque dans les moindres détails. On ne nationalisera pas toujours l'industrie et le commerce en entier comme le voudrait les principes communistes. On se contentera de s'emparer des industries de base, quitte à exercer sur le reste de l'activité économique un contrôle constant et absolu. Avec un tel système politique et économique les industries et les commerces non nationalisés ne jouissent que d'une liberté apparente et fictive.

Entre ces deux extrêmes une troisième école s'est formée: l'économie contrôlée. Les tenants de cette doctrine, recrutés d'abord parmi les sociologues et économistes catholiques, prônent la propriété privée partout où elle est possible, et à moins de nécessité, demandent à l'état de n'entraver en rien l'activité économique. Ils reconnaissent toutefois les tendances trop souvent égoïstes des humains, et à l'état le droit et devoir de surveiller l'activité économique. A lui de protéger tous et chacun, les plus faibles entre autres, et de veiller à une distribution équitable des biens matériels. Au besoin l'état nationalisera certaines industries, mais cette nationalisation ne doit pas nuire au marché général. Parlant de l'économie contrôlée, A. P. Lerner écrivait:

...control does not necessarily mean collectivism. It suggests the deliberate application of whatever policy will best serve the social interest, without prejudging the issue between collective ownership and administration or some form of private enterprise.<sup>1</sup>

Au cours des deux dernières décades, presque tous les pays capitalistes qui ont échappé au socialisme ont abouti graduellement à l'économie dirigée contrôlée. On ne l'a pas toujours avoué ouvertement, mais le "New Deal" américain et les mesures sociales et économiques canadiennes ne sont que des manifestations de cette évolution.

En somme de nos jours il est deux cadres économiques existants: l'économie contrôlée et le socialisme absolu ou mitigé.

L'emploi se ressentira du système économique et politique. Avec le socialisme absolu, où tout tombe sous le contrôle de l'état, la théorie de l'emploi est très simple: la volonté des gouvernants. Avec le socialisme mitigé comme avec l'économie contrôlée, la théorie reste à peu près la même, celle que nous essaierons d'établir. Pour résumer ces cadres: liberté économique, propriété privée, contrôle de l'état sur les abus et en de rares cas nationalisation de certaines industries.

---

1. A. P. Lerner, The Economics of Control, The Macmillan Co, New-York, 1947, p 1.

## CHAPITRE III

### THEORIE DE L'EMBAUCHAGE INTEGRAL

L'économie moderne a pour base générale: la spécialisation du travail et l'échange. D'où l'expression anglaise "exchange economy". Dans cette économie d'échange quels facteurs économiques influent sur l'embauchage et dans quelle mesure peuvent-ils en maintenir l'indice à un niveau maximum?

#### 1. Faits courants

Etablissons d'abord les faits. Il existe certains gens qui tirent leur subsistance d'une fortune déjà acquise ou léguée, ou même gagnée aux jeux de hasard; mais la très grande majorité des humains vivent de leurs revenus, et les fortunes tantôt mentionnées ne sont que des revenus accumulés. Que ces revenus s'appellent salaires, gages, commissions, honoraires, profits, intérêts, dividendes ou autres, ils constituent tous le gagne-pain de quelqu'un, son moyen d'acquérir l'argent nécessaire pour se procurer ce qu'il désire. Par ailleurs ces mêmes humains, tout en gagnant leur vie, contribuent d'une façon ou de l'autre à produire un bien ou un service quelconque et à le mettre à la disposition du consommateur. Il arrivera même qu'avec l'argent reçu de son employeur, l'ouvrier

achètera du marchand du coin le produit que son propre travail a contribué à rendre utilisable. Ainsi permettra-t-il au vendeur de gagner sa vie et à son propre patron de payer les dépenses encourues, et de réaliser un certain profit. Il existe entre le producteur et le consommateur une double relation, ou si l'on veut une interdépendance. Le producteur comprend ici toute personne qui contribue à rendre un bien utile et à le mettre à la disposition du consommateur. Le consommateur est celui qui en fait usage; cet usage peut être ordonné soit à la jouissance même du consommateur, vg l'usage d'un vêtement, de la nourriture, d'un logis, soit à la production d'un nouveau bien, vg l'usage d'un outil, d'une usine, d'un camion de transport.

Le point de liaison entre les deux n'est nul autre que la monnaie. Cette dernière joue dans la vie économique un rôle analogue au sang dans le corps humain. S'il arrête de circuler ou simplement diminue son cours, l'organisme tout entier s'en ressent aussitôt.

## 2. Faits historiques

Les faits historiques confirment à la lettre ce rôle donné à l'argent.

En 1720 une crise économique générale sévissait en Angleterre et dans les colonies. Partout on était à

court d'argent: le pouvoir d'achat d'alors, la monnaie métallique (coins) se faisait rare. Seule la colonie de New-York a échappé à la dépression générale, et grâce semble-t-il à l'émission de papier monnaie.

Lors de la crise de 1729-30, cette colonie de New-York et certaines autres qui suivirent son exemple, recoururent au même procédé et en obtinrent un résultat aussi efficace. Et les auteurs du temps donnaient comme cause de la baisse des affaires qui affligeait maintes régions le double fait suivant: "scarcity of money and tendency to hoard coins".<sup>1</sup>

Plus près de nous, la crise de 1921 fut complètement évitée par la Finlande et partiellement par l'Allemagne, l'Autriche et la France grâce encore à l'émission de papier fiduciaire. Le directeur du Bureau International du Travail concluait dans son rapport de 1937:

La dépression a démontré avant tout que la prospérité économique et la sécurité sociale dépendent davantage sur la politique monétaire que sur n'importe quel autre facteur."<sup>2</sup>

---

1. R. A. Lester, Economics of Labor, New-York, The Macmillan Co, 1941, pp 250-251.

2. Bureau International du Travail, Rapport du Directeur, Genève, 1937, p 14.

## 3. Théorie monétaire

De tous<sup>de</sup> faits certains économistes modernes comme Keynes, Lester et Hansen ont conclu la théorie dite monétaire. Evidemment cette théorie s'applique à toute la vie économique: de là sa force. Mais on l'applique d'une façon particulière à l'embauchage.

En terme~~s~~ Monétaire, embauchage se traduirait revenu national. Tel que déjà dit, ce~~l~~ dernier inclut salaires, gages, profits, intérêts, dividendes, honoraires etc. Le revenu national sert à l'achat des produits de consommation et de production locaux et importés et à l'épargne non utilisée (argent mort). La demande effective des produits locaux alimente la production locale. Enfin cette production destinées aux besoins domestiques, jointe à la production pour l'étranger, se traduit à son tour en revenu national. Si l'on excepte la monnaie qui s'accumule dans les goussets et les trésors fermés, c'est toujours le même pouvoir d'achat qui va du consommateur au producteur et du producteur devenu ~~consommateur~~ au consommateur devenu producteur. Tant que ce pouvoir d'achat circule aisément et en quantité au moins égale sinon croissante, l'embauchage ne peut que maintenir le niveau atteint et croître en proportion avec l'augmentation de la valeur réelle de l'argent en circulation. Le tableau suivant illustre cette circulation de l'argent.



C'est une valeur relative, laquelle varie selon le coût de la vie. Ainsi admettant qu'aujourd'hui le coût de la vie est 50% plus élevé qu'en 1939, notre dollar actuel relativement à 1939 ne vaut plus que 100/150 ou 0.66 2/3. C'est la valeur réelle de l'argent qui compte. Elle constitue le pouvoir d'achat concret.

Il faut distinguer aussi entre pouvoir d'achat efficient et pouvoir d'achat non efficient. Le premier représente celui dont le consommateur fait usage; le second celui qu'il accumule, qu'il garde en réserve. En autant que cette réserve servira sous peu à l'achat d'un bien quelconque, on peut en pratique la considérer comme pouvoir d'achat efficient. Dans le cas contraire c'est un trésor oisif, un pouvoir d'achat sans vie, sans utilité.

Quand on parle de pouvoir d'achat comme facteur direct de l'embauchage, ces termes incluent valeur réelle et efficience.

### 5. Monnaie et embauchage

L'embauchage variera directement avec la circulation et la valeur réelle de la monnaie. Si l'un et l'autre sont stables, l'embauchage se maintiendra au même niveau. Il en sera de même si l'un augmente et l'autre diminue dans la même proportion. Par contre advenant une hausse ou une baisse de l'un des deux sans modification proportionnelle du second, l'indice de l'embauchage montera ou tombera

en conséquence.

La monnaie, avons-nous dit, joue dans l'organisme économique un rôle analogue à celui du sang dans le corps humain. Qu'arriverait-il si la monnaie cessait ou seulement diminuait sa circulation? La très grande majorité des gens vivent de leurs revenus courants. Le reste de l'humanité se tire d'affaires grâce à des revenus accumulés par d'autres ou par eux-mêmes. Par ailleurs pour se procurer les biens nécessaires il faut de quoi l'acheter: le consommateur, i-e tout le monde doit présenter au producteur, i-e tout le monde, un pouvoir d'achat suffisant et accepté. S'il n'a pas ce pouvoir d'achat suffisant, le producteur lui accordera peut-être crédit, mais pour un temps seulement. Lui aussi a besoin de monnaie pour se procurer ce dont il a besoin.

A la longue, le producteur ne produira que dans la mesure qu'on le rétribuera, que l'argent passera du consommateur au producteur. Si cette circulation du pouvoir d'achat ralentit, la production va ralentir en conséquence. Ce ralentissement signifie baisse de l'embauchage. Si elle augmente au contraire, la production et l'embauchage monteront dans la même mesure.

La production, donc l'embauchage et le revenu national non seulement suivent la même courbe que la circulation du pouvoir d'achat efficient, mais ils en dépen-

dent constamment. C'est la monnaie passant du consommateur au producteur qui à la longue permet de maintenir la production et l'embauchage.

Certains trouveront peut-être fictive la distinction entre d'une part la monnaie, facteur direct de l'embauchage, et d'autre part la consommation, les placements de fonds, le commerce extérieur et l'épargne, facteurs indirects. Nous la croyons cependant nécessaire et tout à fait conforme à la réalité. Même si la consommation et tous les facteurs indirects d'embauchage baissaient ensemble, la production et l'embauchage ne tomberont pas nécessairement dans la même mesure. Qu'on fournisse à l'industrie et au commerce la monnaie voulue, soit par mode de prêts, soit par mode de subsides, et la production pourra continuer comme à l'ordinaire. Evidemment un tel état ne pourrait subsister longtemps; on ne produit pas pour produire, mais pour la vente des biens de consommation et de production. Prenons maintenant le cas contraire. Supposons très forte la demande des biens de consommation et de production. Par ailleurs les producteurs n'ont pas les crédits voulus pour organiser la production. Ces producteurs devront rester oisifs, et la demande non satisfaite. Ces deux hypothèses prouvent bien que la monnaie en circulation constitue le facteur direct réel de l'embauchage.

A ce sujet, tout en citant Keynes, Lester va jusqu'à dire:

It would be better to speed up the rate of spending by putting dollar bills in old bottles burying them, say, in abandoned coal mines, and then permitting private enterprise to dig up the dollar bills at a profit. Such activity would increase employment and incomes, he points out in the same manner as does gold mining, a pretext for digging holes in the ground that is approved as sound finance.<sup>1</sup>

#### 6. Facteurs indirects

Quelle qu'en soit l'importance, la monnaie ne restera toujours qu'un médium d'échange. Elle ne circulera que dans la mesure où d'autres facteurs la feront circuler. Ces facteurs propres à maintenir et augmenter le pouvoir d'achat en circulation constituent les facteurs indirects de l'embauchage. Tels que nommés, ce sont la consommation locale proprement dite, le placement de fonds, le commerce extérieur et l'épargne. A noter qu'en plus de ces agents naturels de la circulation de l'argent et indirectement de l'embauchage, il en est d'autres d'ordre artificiel, créés par l'état. Tel est le cas des subsides. Grâce à ces octrois l'état permet au producteur de vendre à meilleur marché, donc en général en plus grande quantité.

---

<sup>1</sup> I. R. A. Lester, *Economics of Labor*, New-York, The Macmillan Co, 1941, pp 272-273.

Ce procédé ne peut que maintenir et accroître la quantité de monnaie en circulation. Il en est de même quand l'état accorde aux industries naissantes ou devant faire face à des situations extraordinaires des sommes d'argent non remboursables.

#### 7. Premier facteur indirect

##### Consommation, définition.

Des quatre facteurs naturels, la consommation locale occupe le premier rang. Son volume et sa constance en font le facteur le plus influant sur le pouvoir d'achat et l'embauchage. Nous en verrons la nature, son rôle et ses principales caractéristiques.

Consommation se définirait: usage final d'un bien matériel. On distingue deux catégories de biens matériels: ceux qui servent à la consommation proprement dite; les biens de consommation, et ceux qui servent à la production d'autres biens matériels: les biens de production. Dans la première catégorie se rangent les aliments, les vêtements ordinaires, les maisons résidentielles, les édifices publics destinés à des fins non commerciales, l'ameublement de ces endroits etc. A la seconde catégorie appartiennent toute construction, toute machinerie, tout ameublement, tout équipement, enfin toute chose destinée à des fins à des fins industrielles ou commerciales.

Quand on parle de biens matériels on n'entend pas seulement les biens palpables composés de matière sensible. Cette expression "biens matériels" comprend tous les biens qui peuvent se vendre, s'échanger, se commercialiser. Les services personnels et professionnels, les droits d'auteurs et d'inventeurs et tout bien semblable sont au sens économique des biens matériels. Nous l'admettons, la formule prête à confusion. Autant que possible, il faut procéder avec les termes acceptés.

Pour revenir à notre définition, la consommation est donc l'usage final par opposition à l'usage pour la production, et l'usage final des biens de toutes natures sujets à l'échange et au commerce. A noter que cette dernière précision: biens de toutes natures sujets à l'échange et au commerce, n'est pas exclusive aux biens de consommation: elle s'applique aussi aux biens de production.

#### 8. Sources des biens de consommation

La consommation peut être domestique, i.e. accomplie au pays même, ou extérieure. La consommation extérieure s'identifie avec l'exportation; nous y reviendrons au paragraphe du commerce extérieur.

La consommation domestique s'alimente à une double source: production locale et production étrangère ou importations. Il peut arriver que certains pays consomment

plus de produits importés que de produits locaux; tel serait le cas d'un pays dénué de ressources naturelles et dont l'industrie aurait subi une baisse anormale. De toute évidence, advenant une telle situation, aucun pays ne pourrait survivre longtemps. C'est la règle pratiquement absolue, les pays consomment surtout des produits locaux. Au Canada, en 1939, dernière année avant la guerre, plus des neuf dixièmes de la consommation domestique totale (y compris les biens de production) se composaient de produits locaux; en pleine guerre, en 1945, la même consommation représentait encore plus des sept huitièmes de la consommation domestique totale. La situation variera avec les différents pays mais partout la consommation domestique s'alimentera dans une proportion très forte à même la production locale.

En plus de s'alimenter surtout à même la production locale, la consommation domestique en absorbe la plus grande quantité. En 1944 et 45, alors que les exportations canadiennes atteignent leur sommet, les trois quarts de notre production allaient à la consommation locale. S'il en fut ainsi au Canada, un des pays les plus exportateurs du monde, on peut affirmer sans aucune hésitation que la consommation domestique reste le facteur le plus considérable de la circulation de l'argent.

### 9. Consommation et embauchage

D'après la théorie monétaire, la consommation entraîne des déboursés d'argent considérables. Ces derniers servent à rétribuer le producteur et de la sorte lui permettent de produire et de vivre à même sa production. En raison de son volume énorme, la consommation domestique est responsable de la majorité de l'embauchage. C'est également elle pour une bonne part qui permet au marché du travail d'absorber l'augmentation annuelle des nouveaux travailleurs. Avec l'accroissement de la population, la consommation s'élève en conséquence, commande une production plus grande et force le marché du travail à réclamer des travailleurs additionnels.

### 10. Stabilité de la consommation

Nous avons déjà mentionné la stabilité de la consommation domestique. En effet celle-ci ne peut guère baisser au dessous d'un certain niveau. Même au pire des crises économiques, ce facteur sera le dernier à baisser et il s'en tiendra à un pourcentage beaucoup plus élevé que n'importe quel autre facteur. L'ordre des choses le veut ainsi. On peut se passer de maints produits importés, on peut retarder l'achat des biens de production; on ne peut se priver des biens essentiels à la vie, dont presque tous sont

à peu près partout de provenance locale.

C'est le facteur consommation qui dans les périodes de crise protège les pays d'un affaïssement économique plus grand, absolu. Ce même facteur jouera un grand rôle au moment de la remise sur pied de l'économie nationale. Tant que l'emploi diminuera ou se tiendra au minimum, la production laissée à elle-même devra se limiter au revenu national amoindri, et ne pourra que maintenir telle quelle la situation et même l'aggraver. Mais que des subsides spéciaux ou des commandes extérieures viennent donner à l'industrie et au commerce un regain de vie; l'augmentation du revenu national entraînera aussitôt une consommation plus grande et celle-ci à son tour nécessitera une augmentation de plus en plus considérable de l'emploi.

#### 11. Consommation anticipée

Jusqu'ici nous avons considéré le rapport entre consommation et embauchage d'une manière tout à fait mathématique. Evidemment dans le concret il existe une marge importante en plus ou en moins. Un phénomène entre autres modifie souvent le rapport mathématique consommation-embauchage. Les économistes ont appelé ce phénomène d'ordre psychologique; "tendance à consommer." C'est J. M. Keynes dans son livre "The General Theory of Employment, Interest and Money", qui créa cette formule. Malheureusement, comme

le dit Laughlin Currie,

There is ambiguity as to the precise meaning Keynes attaches to the phrase "propensity to consume". Sometimes it appears to mean the relation between the absolute level of income and consumption, and sometimes the relation between changes in these categories (a marginal propensity to consume); sometimes to the actual consumption out of actual income; and sometimes to the anticipated consumption out of an increase in incomes.<sup>1</sup>

Au risque de restreindre la pensée du grand économiste anglais, nous donnerons comme définition de la tendance à la consommation: les dispositions du consommateur relativement à la quantité des biens matériels qu'il a l'intention de se procurer pour usage soit personnel soit collectif. Si l'on se place du côté du producteur, ce ne serait rien d'autre que la prévision de la demande effective future. Cette demande effective peut être amenée par le cours normal des choses, et elle peut être créée de toutes pièces grâce à une publicité clairvoyante et tenace. La cause importe peu. Seules la demande elle-même et sa prévision importent. L'industriel produira dans une mesure proportionnée à la demande prévue; le commerçant garnira ses tablettes et entrepôts de produits sujets à se vendre. Et ainsi dans tous les domaines de la production.

La consommation actuelle influe beaucoup sur la production. Mais la consommation anticipée joue aussi un rôle de premier ordre, prépondérant même, dans la détermination du volume de la production. Ce rôle se fera

---

1. L. Currie, The Economic Doctrines of J. M. Keynes. 1938. p 18.

surtout sentir dans la grande industrie et le commerce en gros et au détail.

## 12. Consommation, facteur limité

Malgré son volume quasi immense et sa stabilité, la consommation actuelle et anticipée prise isolément ne constitue qu'un facteur limité de l'embauchage. A supposer par impossible que tout l'argent gagné à même la production servirait à la consommation, que la consommation anticipée portée à son maximum commanderait une production pleine capacité, l'économie nationale et l'embauchage ne pourront jamais s'en tenir qu'à un niveau statique et bien limité. Dans de telles conditions en effet le pouvoir d'achat effectif, facteur direct de l'embauchage, ne pourra guère s'élever au dessus d'un certain volume, d'une certaine vitesse de circulation.

Seule l'augmentation de la population peut alors entraîner un accroissement continu de la circulation du pouvoir d'achat. Mais cette augmentation de la population signifie un plus grand nombre de travailleurs sur le marché. La proportion de l'embauchage demeure donc pratiquement la même. Si l'on se rappelle maintenant que les suppositions posées tantôt s'éloignent de beaucoup de la réalité, que régulièrement une portion de l'argent est retirée tous les jours de la circulation et que la consommation anticipée n'est

pas toujours calculée au maximum, on comprendra facilement jusqu'à quel point la consommation seule ne peut suffire à maintenir le niveau de l'embauchage. D'autres facteurs s'avèrent indispensables. L'un d'eux, les placements de fonds, en plus d'influencer la circulation de la monnaie, s'identifie avec le troisième agent de la production, le capital.

### 13. Deuxième facteur indirect

#### Placements de fonds

En traitant de la consommation, nous avons distingué les biens de consommation et les biens de production. Ces derniers, avons-nous dit, comprennent tout bien servant à rendre utile ce dont le consommateur a besoin. Les biens de production, comme les biens de consommation, peuvent être des biens sensibles, vg équipement d'usine, de magasin, de bureau; ils peuvent être aussi des biens non sensibles, vg un droit d'auteur, une patente, une franchise, une marque de commerce ou un simple "goodwill" acquis à prix d'argent.

Pour se procurer ces biens de production ça requiert des sommes d'argent toujours imposantes et parfois colossales. La grande industrie des temps actuels surtout doit mobiliser des capitaux énormes pour mettre sur pied et maintenir les édifices et l'outillage requis.

Ces milliers et ces millions nécessaires à l'achat des biens de production proviennent d'une double source; capital et emprunts. Le capital désigne l'argent investi par les propriétaires d'une entreprise. C'est la première mise de fonds et souvent la seule. Les comptables définissent le capital la différence entre l'actif total, ou l'avoir, et le passif total ou les dûs. Les emprunts de toutes sortes comprennent les argents prêtés à une entreprise, à un taux d'intérêt fixé d'avance, et avec une promesse plus ou moins garantie de remboursement.

On appelle placements de fonds ou mise de fonds, en anglais "investment" les argents investis par les propriétaires et les prêteurs de toutes sortes.

#### 14. Biens de production additionnels et rechanges

Avant d'expliquer l'influence des placements de fonds sur la circulation d'argent et l'embauchage, une distinction s'impose. Au point de vue qui nous intéresse, l'achat des biens de production peut s'appliquer à deux fins différentes: l'acquisition de biens additionnels et le simple remplacement de biens à bout d'usure ou désuets. L'acquisition de biens additionnels, qu'il s'agisse ou non d'une nouvelle entreprise, nécessite une mise de fonds supplémentaires: qu'elle

proviennent de réserves accumulées par l'entreprise elle-même, d'une augmentation du capital ou d'un emprunt, c'est toujours une augmentation de l'argent investi. Il n'en est pas de même pour le remplacement d'un bien de production. Règle générale ce remplacement se fait à même une réserve dite de dépréciation. Au fur et à mesure que le bien en question se détériore, la dépréciation est calculée dans le prix de revient et une réserve correspondante s'accumule en vue de défrayer au temps venu le coût d'achat de la substitution d'un bien producteur conforme aux besoins. Le remplacement d'un bien de production ne nécessite donc pas toujours une nouvelle mise de fonds. C'est la mise de fonds originale reconvertie au cours des opérations en argent sonnante qui d'ordinaire permet le nouvel achat.

#### 15. Placement de fonds & embauchage

Les déboursés considérables qu'entraînent l'achat des biens de production grossissent de beaucoup l'argent en circulation. Au Canada par exemple, la seule confection des matériaux de production et de l'outillage industriel constitue près de cinquante pour cent de la production totale des industries manufacturières et plus de trente pour cent de la production totale. Les placements de fonds, par l'inter-

médiaire des achats de biens de production, exercent donc sur l'embauchage une influence de premier ordre. S'agit-il de remplacer les biens détériorés ou désuets, ces placements maintiennent l'embauchage dans l'industrie des biens producteurs. S'agit-il d'achats additionnels, de nouveaux placements, ceux-ci ne peuvent qu'entraîner une hausse du revenu et de l'embauchage dans cette même industrie.

#### 16. Principes du multiplicateur et de l'accélérateur

L'influence des placements de fonds sur l'embauchage ne s'arrête pas là. Pour mettre en opération les biens producteurs, il faut des ouvriers; et quand ces biens sont autres que des rechanges, ils nécessitent d'ordinaire des ouvriers additionnels. De ces constatations les économistes ont conclu le principe du "multiplicateur". Prenons le cas où il faudrait trois hommes pour produire et installer une unité de production et quatre autres pour l'opérer le multiplicateur d'un tel placement serait "sept".

Au principe du multiplicateur on joint d'ordinaire celui dit "d'accélérateur". Il constitue comme la contre-partie du premier. Ce principe découle de la constatation suivante. Toute augmentation importante de la consommation, tant actuelle qu'anticipée, exige une hausse proportionnée de la production; cette hausse de la production nécessite

la plupart du temps de l'outillage et des locaux additionnels. L'augmentation de la consommation par conséquent, en plus d'entraîner une hausse de l'embauchage dans l'industrie des biens de consommation, accélérera la confection des biens de production, de même que les revenus et l'embauchage dans cette même industrie. D'où le principe d'accélération.

Ces deux principes cousins, "multiplicateur" et "accélération", agissent aussi dans le sens négatif. Une baisse dans l'industrie des biens de production veut dire non seulement une absence de placements additionnels mais aussi l'abstention des rechanges. Le multiplicateur sera en moins au lieu d'en plus. De même une diminution de la consommation veut dire moins de travail dans ces industries, moins de rechanges et donc moins de travail dans les industries des biens producteurs. L'accélération se fait en sens inverse.

Advenant l'adoption de procédés nouveaux dans l'industrie, le principe du multiplicateur ne s'applique pas toujours de la même façon. Prenons le cas d'une machine destinée à doubler la production et à faire automatiquement les opérations de cinq hommes. Désormais un seul homme suffit pour faire fonctionner la machine. Avec la multiplication des "labor saving machines" de tels cas se présentent fréquemment. La réalisation de cet outillage perfectionné fournira du travail à plusieurs employés de l'industrie de production, disons pour l'exemple donné tantôt, cinq

hommes par unité. Par ailleurs, au lieu de dix hommes qui opéraient l'ancienne machine, à l'avenir un seul suffira. Si l'on fixe à deux le nombre d'ouvriers requis pour construire l'unité antérieurement en usage, à l'ancien multiplicateur de douze succédera un multiplicateur de sept seulement. De telles substitutions entraînent un mode de chômage dit technique. Il est inévitable. Sous prétexte d'éviter le chômage on ne peut arrêter le progrès des usines, et forcer les propriétaires à répudier un moyen efficace de perfectionner et augmenter la production tout en réduisant les dépenses. Quant aux ouvriers mis à pied par suite de ces circonstances, une solution immédiate est possible. L'augmentation des profits actuels et anticipés pourront induire les propriétaires à investir de nouveaux capitaux en vue d'une plus grande expansion. Ces placements additionnels permettraient le réemploiement des anciens ouvriers et même davantage.

#### 17. Consommation anticipée et placements de fonds

En traitant de la consommation nous avons signalé le rôle de la "tendance à consommer". Un phénomène similaire se présente au sujet des placements de fonds. Ces

deux tendances se présentent même très intimement liées entre elles, la seconde découlant dans toute son intégralité de la première. C'est en effet la consommation anticipée qui pousse les bailleurs de fonds et les organisateurs de compagnies à placer dans telle ou telle industrie l'argent disponible. Ces gens spéculent sur les besoins futurs du consommateur. S'il s'agit de firmes déjà établies et jouissant d'une clientèle enviable, la spéculation n'est guère hasardeuse. Mais dans le cas de firmes à fonder, de produits nouvelle marque ou nouveau genre et d'inventions récentes, les placements consacrés à ces exploitations ne présentent pas toujours entière sécurité. Le capitaliste averti doit faire preuve d'une grande prudence. Seul un avenir économique rassurant et prometteur peut favoriser des mises de fonds abondantes. A moins de garantir le capital et un intérêt ou dividende proportionné au risque, l'économie d'un pays ne pourra jamais se procurer les fonds indispensables à son maintien et à son progrès. A tout prix faut-il sauvegarder cette double garantie. Autrement le principe du multiplicateur ne peut que s'appliquer au négatif et à la lettre. Résultat, contraction de l'argent et baisse inévitable de l'embauchage.

~~Après ces quelques explications il est facile de~~

## 18. Placements de fonds et crise économique

Après ces quelques explications il est facile de comprendre qu'advenant les signes avant-coureurs d'une crise économique les placements de fonds, même pour fin de rechange, décroissent rapidement et entraînent avec eux la baisse de l'embauchage dans l'industrie des biens de production. C'est dans cette dernière industrie que le chômage se présente d'abord, se répand le plus vite et proportionnellement atteint le plus grand nombre de travailleurs. Voici les indices du volume de la production manufacturière canadienne pour les groupes de la classification suivant l'usage, pour les années représentatives de 1923 à 1943

|                         | 1935-39= 100 |       |      |       |       |       |       |
|-------------------------|--------------|-------|------|-------|-------|-------|-------|
|                         | 1923         | 1929  | 1933 | 1939  | 1941  | 1942  | 1943  |
| Aliments                | 73.7         | 89.4  | 79.9 | 107   | 131.7 | 130.7 | 135.7 |
| Vêtements               | 69.2         | 95.8  | 81.7 | 108.2 | 136.0 | 142.7 | 134.9 |
| Liqueurs & tabac        | 50.1         | 92.6  | 63.4 | 111.6 | 149.5 | 171.1 | 167.9 |
| Personnels              | 85.1         | 101.5 | 70.7 | 108.5 | 140.0 | 144.6 | 141.7 |
| Ménage                  | 62.1         | 108.3 | 68.7 | 106.5 | 140.4 | 149.5 | 149.7 |
| Papeterie               | 56.1         | 79.3  | 73.5 | 104.7 | 112.8 | 106.7 | 107.2 |
| Matériaux de production | 69.3         | 101.8 | 63.6 | 106.9 | 151.1 | 172.3 | 172.7 |
| Outils                  | 64.3         | 109.2 | 59.2 | 105.1 | 184.9 | 222.8 | 257.0 |
| Véhicules               | 77.4         | 142.6 | 57.7 | 97.4  | 230.8 | 310.2 | 373.0 |
| Divers                  | 45.0         | 66.2  | 59.9 | 115.5 | 230.8 | 430.9 | 405.1 |

Comme on peut le voir, en 1933, période de crise, l'industrie des matériaux de production tombe de 101.8 à 63.6, celui de l'outillage industriel de 109.2 à 59.2, celui des véhicules, dont la majeure partie sert à la production, de 142.6 à 57.7, alors que les aliments ne baissent que de 89.4 à 79.9, et les vêtements de 95.8 à 81.7.

#### 19. Placements de fonds, conclusion

Les placements de fonds exerce sur la circulation de la monnaie et sur l'embauchage une influence multiple et très variable. Intimement lié à la production, ils peuvent dans des circonstances favorables accroître sensiblement l'embauchage. Son caractère spéculatif lui impose des limites, mais il n'en reste pas moins un facteur puissant et de premier ordre.

## CHAPITRE IV

### THEORIE DE L'EMBAUCHAGE INTEGRAL (SUITE)

#### 1. Troisième facteur indirect

##### Commerce extérieur

Comme la consommation et le placement de fonds, le commerce extérieur exerce sur la circulation de la monnaie et sur l'embauchage une influence bien déterminée. Selon notre plan, il constitue le troisième facteur indirect de l'embauchage.

#### 2. Importations et exportations

Le commerce extérieur inclut une double activité économique: l'importation et l'exportation. L'importation se définit l'achat de marchandises à l'étranger; l'exportation la vente de marchandises à l'étranger: c'est la consommation extérieure indiquée au paragraphe de la consommation. Dans notre économie actuelle, le commerce extérieur est devenu une nécessité. Très peu de pays peuvent se suffire à eux-mêmes; il est devenu pratiquement impossible à un peuple de satisfaire avec ses propres ressources les besoins nombreux et variés de la vie moderne. Même là où matériellement parlant la chose serait possible, aux Etats-Unis par exemple, une telle pratique isolerait un pays du reste du monde et le forcerait parfois à produire à des prix exorbitants ce que d'autres pays pourraient leur vendre à

bien meilleur marché.

Avant de préciser le rôle du commerce extérieur, il importe de dire un mot sur le change étranger, la différence entre balance des comptes et balance du commerce, et les politiques tarifaires.

### 3. Change étranger

Le change étranger se rattache aux modes de paiements à effectuer entre pays. Les paiements internationaux se font de manières différentes selon que les pays en question ont adopté ou non l'étalon-or, ou exercent ou non un contrôle quelconque du change étranger.

Dans les pays ayant basé leur monnaie sur l'étalon-or, la valeur de l'unité monétaire est établie en grains d'or pur. L'or ayant pour tous ces pays une valeur identique, il sert de base à toute comparaison de leurs unités monétaires respectives. Il est alors facile d'établir la valeur absolue de ces unités monétaires.

Entre pays à étalon-or, l'or joue le rôle de garantie de la monnaie, et en pratique de monnaie internationale. Advenant une pénurie de devises étrangères, l'or pur sert à combler le déficit: en d'autres termes on l'emploie comme médium d'échange entre pays. Une entente de ce genre stabilise l'argent des pays concernés et leur donne l'assurance d'un moyen de règlement final.

Si l'on suppose des conditions normales et l'absence de tarifs douaniers, le commerce entre pays à étalon-or se pratique au même prix que sur le marché intérieur. L'étranger paye le même prix que l'acheteur local plus les frais de transports. La concurrence entre producteurs d'un même pays s'étend aux producteurs de tous les pays à étalon-or.

Avec les pays dont la monnaie n'est pas basée sur l'étalon-or, la situation est bien différente. On ne dispose d'aucune base fixe de comparaison. Les taux de change sont fixés ou bien par les gouvernements respectifs ou bien par la loi de l'offre et de la demande.

Qu'il s'agisse ou non de pays à étalon-or, il peut exister en effet deux marchés du change étranger: le marché libre et le marché officiel. Sur le marché libre les devises étrangères suivent la loi de l'offre et de la demande. La valeur de ces devises varient avec la proportion entre la quantité disponible et la quantité requise. Par conséquent, s'il arrive à un pays d'importer régulièrement beaucoup plus qu'il exporte et d'avoir une balance de comptes internationaux de plus en plus défavorable, ses devises sur les marchés étrangers se feront trop nombreuses, et l'on ne voudra plus les convertir qu'à un taux inférieur. La loi de l'offre et de la demande, quoi! Quand l'offre augmente relativement à la demande, les prix baissent.

Les marchés libres du change étranger n'existent pratiquement plus aujourd'hui. Même dans les pays comme la France où l'on en trouve encore, l'état fixe un taux officiel, et presque toutes les transactions de change étranger se font d'après ce taux. Il en est ainsi de presque tous les pays, qu'ils suivent ou non l'étalon-or. Pour déterminer le taux du change, on se base sur l'état du marché intérieur et extérieur, sur la situation économique du pays. Protection et progrès économiques constituent le double but à atteindre. Ainsi tout récemment, afin de promouvoir le commerce extérieur de la France avec le bloc "dollar", le gouvernement de Paris dévaluait de beaucoup le franc français. De même le gouvernement anglais, afin de garder chez lui sa monnaie d'argent, ne rachète ses pièces d'argent circulant à l'étranger que quatorze sous le shilling, alors que les devises anglaises se transigent à quatre dollars et cinq sous la livre argent canadien.

#### 4. Balance du commerce

##### et balance des paiements internationaux

Relativement au change étranger, de quelque modalité soit-il, il importe de bien distinguer entre balance du commerce et balance des paiements internationaux. La balance du commerce extérieur résulte de la différence entre les exportations et les importations. La balance des

paiements internationaux représente le solde des devises étrangères disponibles dans un pays donné. Ces devises étrangères proviennent en grande partie du commerce extérieur. Aussi règle générale l'indice de la balance des paiements internationaux suit-il de près l'indice de la balance du commerce extérieur. Pour certains pays, cependant, dont le Canada, plusieurs autres facteurs entrent en ligne de compte; vg les exportations et importations nettes d'or non monétaires, les dépenses des touristes, le transport, les intérêts et dividendes, les débits et crédits au compte capital.

##### 5. Politiques tarifaires

Les politiques tarifaires des différents pays exercent également une grande influence sur le commerce extérieur. Les douanes imposées sur les marchandises importées ont en effet un double rôle. En plus d'accroître les revenus de l'état, elles augmentent le prix de revient des marchandises étrangères et permettent dès lors aux industries locales une concurrence plus facile. On conçoit facilement la portée immense des tarifs douaniers. Qu'advient-il en effet de l'économie nationale des pays dont le standard de vie et le niveau des revenus individuels atteignent un indice relativement supérieur aux autres. Avec les facilités du transport moderne les produits étrangers

envahiraient le marché de ce pays, tandis que les exportations s'avéreraient de plus en plus difficiles. Afin de protéger leur commerce intérieur tous les pays exigent sur un grand nombre d'importations des droits de douanes plus ou moins élevés selon les circonstances. Evidemment plusieurs traités commerciaux exemptant de tous frais d'entrée certains produits étrangers; mais là comme ailleurs c'est l'intérêt économique des nations intéressées qui prime. A moins d'agiotage ou de patriotisme mal compris de la part des gouvernements, ces traités commerciaux sont destinés uniquement à promouvoir l'industrie et le commerce.

Le commerce extérieur de même que son influence sur l'embauchage vont se ressentir grandement des différentes précisions que nous venons de faire. Nous y reviendrons.

#### 6. Rôle du commerce extérieur

Envisageons d'abord le problème en général. Dans des conditions normales le commerce extérieur sert à combler la différence entre le revenu national et l'achat domestique des biens de consommation et de production. Comme on le sait le revenu national provient de la production domestique, par ailleurs il alimente par l'entremise de la consommation et des mises de fonds cette même production domestique plus les achats à l'étranger; une dernière partie du revenu national est également gardée en réserve:

l'épargne nette. Pour plus de clarté établissons une équation:

$$\text{Revenu national} = \text{consommation}(\text{produits locaux}) + \text{placements}(\text{produits locaux}) + \text{importations} + \text{épargnes}$$

$$\text{Consommation}(\text{produits locaux}) + \text{placements}(\text{produits locaux}) + \text{exportations} = \text{revenu national}$$

$$\text{Donc: } \text{consommation}(\text{produits locaux}) + \text{placements}(\text{produits locaux}) + \text{importations} + \text{épargnes} = \text{consommation}(\text{produits locaux}) + \text{placements}(\text{produits locaux}) + \text{exportations}$$

$$\text{Donc: } \text{importations} + \text{épargnes} = \text{exportations}$$

$$\text{Donc: } \text{exportations} - \text{importations} = \text{épargnes}$$

Cette équation peut sembler mathématique. Elle n'en reste pas moins une image exacte de la réalité. L'épargne nette<sup>1</sup> est une somme d'argent retirée de la circulation pour un temps indéfini; il faut remplacer cette monnaie; sinon le pouvoir d'achat national baissera d'autant et dans un avenir plus ou moins proche la production nationale et l'embauchage s'en ressentiront.

Pour remplacer le pouvoir d'achat ainsi retiré de la circulation, il existe divers moyens artificiels, tels l'émission de papier-monnaie et les impôts sur l'argent oisif. Le commerce extérieur avec balance favorable demeure cependant le seul et grand moyen naturel de remplacer l'argent immobilisé par l'épargne. Pour arriver à cette fin, les exportations doivent dépasser les impor-

---

1. Nous étudierons un peu plus loin l'épargne comme facteur d'embauchage. Il suffit pour le moment de considérer l'épargne nette comme une somme d'argent retirée de la circulation pour un temps indéfini.

tations d'une somme au moins équivalente à celle retirée de la circulation. Cette différence s'appelle la balance du commerce extérieur. Si la balance est favorable et compense la somme d'argent retirée de la circulation, l'embauchage se maintiendra sans difficulté. Il suffira même que cette balance de commerce favorable augmente légèrement pour que l'embauchage atteigne un indice plus élevé. Une simple comparaison de la balance du commerce extérieur et de l'embauchage au Canada de 1921 à 1945 démontre la relation étroite entre ces deux items.

|      | Balance<br>comm. ext. | 1926 = 100 | Embau-<br>chage |
|------|-----------------------|------------|-----------------|
| 1926 | -100                  |            | 100             |
| 1927 | - 54                  |            | 104             |
| 1928 | - 53                  |            | 111             |
| 1929 | - 45                  |            | 119             |
| 1930 | - 47                  |            | 113             |
| 1931 | - 11                  |            | 102             |
| 1932 | - 17                  |            | 87              |
| 1933 | - 50                  |            | 83              |
| 1934 | - 53                  |            | 96              |
| 1935 | - 70                  |            | 99              |
| 1936 | -117                  |            | 103             |
| 1937 | - 75                  |            | 114             |
| 1938 | - 60                  |            | 111             |
| 1939 | - 68                  |            | 113             |
| 1940 | - 41                  |            | 124             |
| 1941 | - 71                  |            | 152             |
| 1942 | -276                  |            | 173             |
| 1943 | -472                  |            | 184             |
| 1944 | -643                  |            | 183             |
| 1945 | -627                  |            | 175             |

A noter qu'en temps normal l'influence de toute modification dans la balance de commerce ne se fait ressentir dans l'indice de l'embauchage que quelques années plus tard.

Nous prenons comme point de comparaison la balance de commerce et non les exportations mêmes. En effet quel que soit le chiffre des exportations, si les importations sont aussi considérables, le commerce extérieur perdra par le fait même de rôle que nous lui avons donné: compenser la quantité de monnaie retirée de la circulation par l'épargne nette. Tout au plus n'influera-t-il sur l'emploi général que par le travail fourni par lui aux agents intermédiaires. La balance de commerce tient compte de la différence entre exportations et importations: elle nous donne une idée plus exacte du rôle joué par le commerce extérieur sur l'embauchage.

#### 7. Commerce extérieur, facteur limité d'embauchage

Bien que très efficace comme facteur de l'embauchage, le commerce extérieur n'en reste pas moins comme tel un moyen limité. Prenons le cas d'un pays qui depuis plusieurs années jouit vis à vis les autres nations d'une balance de commerce positive. Normalement sa balance des

paiements internationaux suivra. Quant aux pays débiteurs, ils devront d'une façon ou d'une autre s'acquitter de leur dette. S'il s'agit de deux pays à étalon-or, l'or servira à combler la différence. Viendra un jour cependant où l'or fera défaut. Dans de telles circonstances, et même avant d'en arriver à cette extrémité, le pays débiteur n'a plus le choix qu'entre deux solutions: ou bien diminuer ses importations et augmenter ses exportations, et ainsi renverser en sa faveur la balance du commerce, ou bien recourir à une dépréciation sensible de son argent. Par ce dernier procédé, le pays débiteur pourra vendre sur le marché international à un prix plus bas et forcer ses créiteurs de la veille à préférer ses produits à leurs produits locaux. Le résultat final est le même dans les deux cas: le pays qui hier jouissait d'une balance favorable deviendra à son tour débiteur.

Dans le cas de deux pays dont au moins l'un ou l'autre transige indépendamment de l'étalon-or, les fluctuations du change suivront celles des balances des paiements internationaux et le pays débiteur subira le même sort que dans le cas de deux pays à étalon-or. Le pays débiteur verra son taux de change baisser en rapport avec sa dette, et tôt ou tard ses bas prix sur le marché international forceront ses créiteurs de la veille à acheter chez lui, plutôt que chez eux.

L'imposition de tarifs élevés peut amener des résultats identiques. En achetant ainsi plus cher les produits de l'étranger un pays peut, tout en maintenant son chiffre d'exportations réduire ses importations au bénéfice des producteurs locaux. Il va sans dire qu'une politique trop protectionniste en cette matière entraînera vite de la part des pays compétiteurs une reponse correspondante.

Ces phénomènes propres au marché international exercent une influence capitale sur l'embauchage. Dans les pays qui par ces mesures obtiennent une balance de commerce favorable, positive, l'embauchage peut atteindre une indice des plus élevés. Quant aux pays où l'influence contraire se fait sentir le chômage pourra bien ne pas tarder à se généraliser. De ces possibilités est née l'expression "to export unemployment".

#### 8. Commerce extérieur, conclusion

Est-ce à dire que tout pays jouissant d'une balance de commerce favorable est voué tôt ou tard à une crise économique et au chômage. Loin de là. Il existe de nombreux moyens de parer à de tels inconvénients. En certains cas il suffira de multiplier les débauchés extérieurs. De même certaines mesures tarifaires ou certaines régies interne, pourront atteindre un résultat

semblable.

En dépit des limites plus ou moins inhérentes le commerce extérieur demeure un moyen indispensable pour maintenir en circulation une somme d'argent constante et en progrès. Dans un discours prononcé à la 18e assemblée annuelle de la chambre de commerce du Canada, l'honorable Paul Martin affirmait:

"Quand le commerce extérieur est actif, le Canada est prospère, l'emploi est général et notre niveau de vie est élevée. Quand le commerce mondial se contracte l'effet est désastreux sur le niveau de l'activité économique, du revenu et du placement au Canada. Il s'est dit beaucoup de choses sur les moyens de maintenir un emploi généralisé au Canada mais on oublie trop souvent que notre prospérité est liée directement aux vicissitudes de la demande extérieure de nos marchandises".

Ces remarques peuvent s'appliquer à presque tous les pays. Etant donné la grande spécialisation de l'industrie actuelle dans le monde entier, ces paroles de l'honorable Paul Martin reflètent bien la situation non seulement du Canada, mais du monde moderne lui-même.

#### 9. Quatrième facteur indirect

##### L'épargne

L'épargne constitue elle aussi un facteur complexe qui agit sur l'emploi général de diverses manières.

Pour l'individu, son épargne représente la quantité d'argent qu'il a mis de côté. Quoique il en existe

encore un certain nombre, surtout depuis l'apparition du marché noir et des transactions du même acabit, on rencontre rarement aujourd'hui des personnes qui iront enfouir dans de vieilles cassettes de fer, des fonds de tiroir ou le traditionnel bas de laine, des liasses de billets de banque et des amas de monnaies d'or et d'argent. Autant par sûreté qu'en vue des intérêts garantis, les épargnants modernes préfèrent confier leurs économies soit aux banques, soit aux caisses populaires, soit aux autres sociétés du même genre. Plusieurs prêteront sur hypothèques ou achèteront des obligations émises par les divers corps publics ou privés. Les obligations de guerre, de la victoire et d'épargne émises par le gouvernement fédéral du Canada ces dernières années ont joui entre autres et jouissent encore d'une vogue sans précédent. Les assurances-vie et les plans de pensions englobent également une bonne part des économies. En une seule année les primes d'assurance-vie payées par les canadiens se chiffraient au montant de \$255,876,356.00. Tout l'argent ainsi mis de côté par les individus s'appelle "épargne totale". C'est la portion que chacun déduit de son revenu pour la mettre en réserve en prévision d'un besoin futur plus ou moins déterminé.

Règle générale la majeure partie de cette épargne est employée par d'autres. De l'argent déposé à la banque

la plus grosse portion est reprêtée aux industriels, aux commerçants et à de simples citoyens, qui s'en servent pour la conduite d'une entreprise, pour l'achat d'un bien quelconque. Les caisses populaires et autres et les compagnies d'assurance-vie font de même avec l'argent qui leur est confié. Quant à l'argent prêté sur des obligations de toutes sortes, il est employé par les émetteurs de ces obligations soit pour l'administration publique soit pour l'opération et l'expansion d'entreprises commerciales, industrielles ou autres.

Toute cette monnaie économisée puis remise en circulation par l'entremise des emprunteurs, aboutit donc en définitive à la consommation et aux placements de fonds. Rôle bien positif vis-à-vis l'embauchage. Par contre l'épargne nette demeure non utilisée. C'est de la monnaie retirée de la circulation. Plus cet argent mort s'accumule, plus on risque une baisse dans la circulation du pouvoir d'achat. A moins d'une baisse proportionnelle dans le coût de la vie, ou d'une augmentation suffisante de la balance du commerce, l'augmentation de la monnaie inactive réduira peu à peu la monnaie en circulation et indirectement l'embauchage. C'est dans ce sens que l'on peut parler de l'influence négative de l'épargne sur l'embauchage.

L'épargne est nécessaire et inévitable. Chacun a

de se faire une réserve quelconque si modeste soit-elle. Mais cet argent ne doit pas rester entièrement inactif. Si pour la sécurité de tous on doit constituer une certaine réserve nationale suffisante, cette réserve ne doit pas réduire la circulation d'argent nécessaire à l'embauchage intégral. Elle ne doit pas s'alimenter à même le pouvoir d'achat requis pour maintenir le niveau de l'embauchage. Comme nous l'avons vu aux paragraphes précédents, c'est sur le commerce extérieur surtout qu'il faut compter pour éviter que l'épargne nette nuise à l'embauchage.

Indispensable à la sécurité des individus l'épargne nette peut aussi s'avérer très utile au maintien de la vie économique générale. Advenant des périodes de chômage soit locales, soit générales, les économies amassées par chacun pourraient à l'occasion maintenir la consommation à un niveau raisonnable et sauver le pays d'un affaîsement complet. L'épargne permettrait de garder la circulation de la monnaie à un niveau suffisant et amorcerait la reprise de la production et de l'embauchage.

#### 10. Epargne, conclusion.

Facteur de baisse de l'embauchage quand elle est mal dirigée, l'épargne bien ordonnée devient un facteur important de vie économique intense et d'embauchage

intégral. Bien souvent c'est l'argent du petit épargnant qui maintient en opération l'industrie et le commerce, et c'est le même argent qui dans les heures difficiles aidera à éviter la spirale tragique que subit la vie économique quand des sommes importantes sont retirées de la circulation pour un temps prolongé.

## CHAPITRE V

### COROLLAIRES

#### 1. Résumé de la théorie monétaire de l'embauchage intégral

Tel que démontré au cours de cette thèse la théorie monétaire donne comme facteur direct de l'embauchage: le pouvoir d'achat efficient en circulation, considéré non pas selon sa valeur nominale, mais selon sa valeur réelle. Si la circulation de ce pouvoir d'achat garde le même niveau, l'embauchage se maintiendra à un indice à peu près stable. Par ailleurs toute modification durable dans la circulation du pouvoir d'achat entraînera à la longue un changement analogue dans l'embauchage.

La quantité de monnaie en circulation sera à son tour influencée soit par des moyens artificiels, soit par des moyens naturels. Au nombre des moyens artificiels se rangent surtout les subsides et les bonis de production. Ces derniers toutefois ne doivent constituer que des moyens temporaires et propres à des cas particuliers. La généralisation de tels procédés ne pourrait entraîner que désordre et faillite nationale.

Pour une économie bien équilibrée il faut autant que possible recourir aux moyens naturels: ceux qui, selon l'ordre normal des choses exercent une certaine

influence sur la circulation du pouvoir d'achat efficient et indirectement sur l'embauchage. Ces facteurs naturels, avons nous trouvé, sont au nombre de quatre: trois d'entre eux sont entièrement positifs: la consommation domestique des produits locaux, l'achat des biens de production ou placements de fonds, et le commerce extérieur; un quatrième facteur, l'épargne, agit d'une manière tantôt positive, tantôt négative.

La production locale qui en définitive s'identifie avec le revenu national et l'embauchage se divise en deux grandes catégories; la production des biens de consommation et celle des biens de production. A l'une et l'autre de ces deux catégories s'offre un double marché: le marché domestique, et le marché extérieur. Si nous ajoutons l'importation qui alimente en partie le marché domestique et en quelques cas (réexportation) le marché extérieur, nous aurons tous les éléments des trois facteurs indirects entièrement positifs de l'embauchage.

La consommation, et en particulier la consommation anticipée exercent sur la circulation de l'argent et sur l'embauchage, une influence primordiale. En effet, quelque soit le volume des achats de biens de production, ou si l'on veut des mises de fonds, ces achats et mises de fonds n'existent qu'en vue de la consommation.

Si le gain, les revenus de toutes espèces constituent la fin générale de toute activité économique, la consommation constitue la fin immédiate et la raison d'être de la production. C'est la consommation actuelle et anticipée qui détermine la production, les nouvelles mises de fonds, l'achat de machineries additionnelles. Comme la majorité de la production nationale est dirigée vers les marchés locaux, la consommation domestique constitue pour l'embauchage un facteur immense et pratiquement incommensurable.

Les placements de fonds, tous ordonnés à l'achat des biens de production, représentent également un facteur d'une grande influence. Les sommes fabuleuses dépensées chaque année à cette fin fournissent à des milliers de gens des revenus de toutes sortes. Sans doute très peu de pays aujourd'hui peuvent produire eux-mêmes la machinerie lourde requise; aussi doivent-ils l'importer, sinon en totalité, du moins en bonne partie. Mais même dans les pays les moins favorisés sous ce rapport, l'industrie des biens de production s'avère bien considérable. Ailleurs cette production peut constituer plus de la moitié de la production totale.

En vertu des principes d'accélération et du multiplicateur, les mises de fonds exercent sur l'embauchage une influence à la fois vaste et multiple. Cette influ-

ence toutefois n'a pas la stabilité de l'influence propre à la consommation. Vu l'élément spéculation qui s'y rattache, les moindres signes de dépression comme les moindres craintes du même ordre se font ressentir dans l'industrie des biens de production. Ils peuvent ainsi contribuer largement à commencer la spirale désastreuse de la stagnation de l'argent, de l'affaissement économique, du chômage.

Le commerce extérieur agit sur la circulation du pouvoir d'achat et l'embauchage d'une façon tout à fait particulière. Il comprend deux modes de transactions: l'importation et l'exportation. Ce qu'il compte, c'est la différence entre les deux: la balance du commerce. Pour augmenter la circulation d'argent et aider l'embauchage, cette balance du commerce doit être favorable, i-e, les exportations doivent se chiffrer plus haut que les importations.

Les particularités du change et les tarifs douaniers protectionnistes peuvent modifier grandement le rôle du commerce extérieur comme facteur indirect de l'embauchage. Règle générale cependant, dans une économie équilibrée, le commerce extérieur doit compenser pour l'argent constamment retiré de la circulation par l'épargne nette. L'argent oisif qui s'accumule de part et d'autre doit être remplacé par celui qu'il fait rentrer dans tout pays une balance de commerce favorable.

Pour maints pays, pour tous même, le commerce extérieur signifie un élément sauveur. Non seulement compense-t-il pour l'épargne nette, mais il permet une expansion économique de grande envergure. En dépit des limites déjà expliquées, il demeure pour maints pays dont le Canada, la planche de salut et le tremplin qui les lancera dans la voie du progrès matériel.

Il existe deux modes d'épargne: l'épargne prêtée et l'épargne nette. La première comprend l'argent mis de côté par l'épargnant et prêté soit directement, soit par l'entremise d'un tiers pour fins de production ou de consommation. La portion du revenu national ainsi retirée de la circulation ne l'est que momentanément. En réalité il sert à une plus grande expansion industrielle ou commerciale, à une consommation forte. Facteur bien positif d'embauchage.

Il en est tout autrement de l'épargne nette. Celle-ci ne revient pas, du moins pour un long temps, à la circulation. C'est de l'argent mort, de la monnaie inutile. Le commerce extérieur est le seul facteur naturel capable de remplacer ce pouvoir d'achat désormais oisif. S'il est bon à la sécurité d'un pays d'accumuler une certaine réserve de pouvoir d'achat, il faut éviter d'exagérer cette réserve et risquer ainsi l'économie nationale.

Voilà en résumé la théorie monétaire de l'embaucha-

ge avec ses différents facteurs et leur influence respective. De cette théorie évidemment on pourrait tirer plusieurs corollaires. Nous nous contenterons de quelques notes sur les cycles économiques, sur le rôle de l'état vis à vis l'embauchage intégral, et sur la possibilité de fait de l'embauchage intégral.

## 2. Les cycles économiques, nature

Les fluctuations périodiques de la vie économique, dénommées les "cycles économiques", sont devenues aujourd'hui une sorte de lieu commun. C'est en effet un phénomène prouvé et reprouvé que depuis l'expansion du machinisme et de la grande industrie, chaque décennie ou à peu près inclut une crise plus ou moins sérieuse suivie d'une reprise graduelle des affaires et d'une période de prospérité. Les tenants du libéralisme économique soutiennent mordicus que le cycle économique constitue un fait inhérent à la vie économique; conclusion nécessaire de leur doctrine libérale.

Le cycle économique n'est pas un phénomène exclusif de l'embauchage. C'est toute la vie économique qu'il concerne. Pour déterminer les causes du cycle économique et la possibilité d'en éviter les crises, il faudra se baser sur des principes popres à la vie économique tout entière. Tels sont les principes de la théorie monétaire.

Cette théorie prône un facteur direct, la monnaie en circulation, et quatre facteurs indirects, la consommation, les placements de fonds, le commerce extérieur et l'épargne. C'est dans les variations de ces facteurs qu'il faut chercher les causes du cycle économique.

### 3. Causes des cycles économiques

Considérons d'abord la période de crise. Ces crises proviennent d'une baisse considérable de la circulation de la monnaie. Cette baisse elle-même provient de la diminution des facteurs positifs et de l'augmentation des facteurs négatifs.<sup>1</sup> Est-ce à dire que tous ces facteurs contribuent simultanément à contracter la circulation de la monnaie? Certes non; pas plus que la spirale d'une crise économique a le même point de départ dans tous les pays ou à toutes les époques.

Prenons le cas d'un pays dont le revenu national provient des sources suivantes: consommation domestique, 40%, achat des biens de production, 40%, et commerce extérieur, 20%. Tant que se maintiendront ces trois facteurs, ainsi que leur proportion avec la population,

---

1. L'épargne nette non utilisée et la balance défavorable du commerce constituent des facteurs négatifs d'embauchage; leur augmentation contribue à retirer la monnaie de la circulation.

la vie économique s'y tiendra à un niveau bien égal. Supposons une baisse de 50% dans le commerce extérieur, sans hausse équivalente dans la consommation domestique ou l'achat des biens de production; le revenu national diminuera de 10% (50% de 20% donne 10%). Si l'épargne accumulée par les travailleurs sujets à la baisse de 10%, ou les allocations diverses qu'on pourrait leur accorder ne suffisent pas à maintenir la consommation à son niveau antérieur, et ce jusqu'à l'augmentation du revenu national à son indice précédent, on aura là le point de départ d'une crise économique. Par suite de la baisse du commerce extérieur et de la consommation domestique, les mises de fonds diminuent, la production marchera au ralenti, l'argent oisif s'accumulera, le chômage se multipliera, etc. etc.

Le point de départ d'une crise économique peut encore résider dans la surproduction. Anticipant une consommation disproportionnée, les producteurs accumulent des inventaires énormes; ne pouvant écouler cette marchandise ils en sont réduits ou bien à la faillite ou bien à ralentir au minimum leurs activités industrielles et commerciales. Le revenu national, et l'embauchage ressentent fortement ce ralenti soudain et pour peu qu'il s'étende et se prolonge, et que rien ne vienne le contrebalancer, la consommation ne tardera

pas à baisser, les mises de fonds se feront rares, etc.  
La spirale de la dépression.

Une autre cause de crise économique: des achats excessifs de biens de production. Il peut se faire que l'industrie en général, soit en vue d'une grande demande, soit pour toute autre raison, s'embarasse d'une quantité hors mesure de biens de production. En plus de compromettre les acheteurs mêmes de ces biens, ces excès peuvent compromettre également l'industrie de ces biens de production. Par suite de leurs achats exagérés, les premiers seront de nombreuses années sans renouveler leur outillage et machinerie, si jamais ils la renouvellent. Pour peu qu'ils représentent un secteur important de la vie économique, cela suffit pour désorganiser une bonne partie de l'industrie des biens de production et entraîner des suites dangereuses.

Nous avons déjà parlé de l'épargne nette. Cet argent accumulé risque sans cesse de paralyser une partie considérable de la vie économique. Si aucun autre facteur ne compense pour le pouvoir d'achat ainsi retiré de la circulation, tout ira nécessairement au ralenti, et ce pourra bien être le début d'une crise économique.

L'élément psychologique joue un grand rôle dans les crises économiques. Au moindre symptôme le public peut s'affoler et entraîner ainsi des désastres

auparavant évitables.

Bien d'autres événements contribuent à l'amorce d'une crise économique. En fait, la cause totale de toute dépression inclura une multitude de facteurs soit connexes soit étrangers entre eux.

De même pour la reprise des affaires et les périodes de prospérité. Les mêmes facteurs agiront en sens inverse avec plus ou moins d'influence et aideront la machine économique à se remettre en marche.

#### 4. Régularité des cycles économiques

D'où vient maintenant la régularité du cycle économique? Depuis près de deux cents ans, ils se sont succédés à une cadence presque mathématique. Tout pays prospère semble se trouver dans la situation suivante. Grâce à une consommation élevée, à la multiplication des mises de fonds et à un commerce extérieur avantageux, l'argent circule en abondance et avec facilité; la production et l'embauchage augmentent en conséquence, et maintiennent à leur tour consommation et mises de fonds à un indice élevé. En vue d'une consommation toujours plus grande, chacun accroît sa capacité de produire et accumule des inventaires énormes. Par ailleurs, par suite du maintien prolongé d'une balance favorable des paiements internationaux, le commerce extérieur devient

de plus en plus coûteux aux clients étrangers, et les produits importés exerceront sur les marchés intérieures une concurrence grandissante. On assiste alors à une contraction graduelle et bientôt vertigineuse du pouvoir d'achat national. Une forte portion passe à l'étranger, et pour permettre l'écoulement des stocks accumulés, la production tombe et maints travailleurs se voient privés de leur revenus. L'industrie et le commerce des biens de production peuvent atteindre un point extrêmement bas. La consommation s'en ressent, baisse peu à peu et soudain la panique s'empare des esprits et l'affaissement total devient presque inévitable. Que l'on se rappelle les années 27-30 au Canada et en bien d'autres pays.

Une fois les inventaires écoulés, une fois le commerce extérieur rétabli, l'activité reprend peu à peu, la consommation s'élève à nouveau, les mises de fonds se font moins rares et plus abondantes et la prospérité renaît à nouveau.

#### 5. Remèdes aux cycles économiques

L'histoire se répète, dit-on. La vie économique n'échappe pas à cette loi générale de l'histoire. Néanmoins comme le reste des événements historiques le cycle économique tel qu'expérimenté par le passé demeure un phénomène évitable.

Sans doute, certaines fluctuations sont inéluctables. Mais les extrêmes, surtout les périodes de crise, peuvent très bien s'éviter. Pour obtenir un embauchage intégral permanent il faut absolument en arriver là.

#### 6. Rôle de l'état et l'embauchage intégral.

Ceci nous amène à un second corollaire: le rôle de l'état dans une politique d'embauchage intégral. L'état comme on le sait a pour devoir de protéger et promouvoir le bien temporel des citoyens. Il est donc du ressort de l'état de garantir à chacun les ressources nécessaires à la subsistance et au bien-être.

Pour réaliser cette fin, l'état dispose de deux moyens, ou mieux de deux catégories de moyens: les uns, d'un caractère plutôt artificiel, tels les subsides et les allocations sociales, les autres d'ordre naturel. Les premiers, évidemment, ne doivent pas servir d'une façon générale. Seules des circonstances anormales en justifient l'usage. Quant aux seconds, d'ordre naturel, ils consistent tout simplement dans le contrôle aussi rationnel que possible des différents facteurs de l'embauchage. L'état peut et doit exercer ce contrôle.

### 7. L'état et la monnaie en circulation

L'état peut contribuer et très efficacement à maintenir la circulation de la monnaie à un niveau élevé et croissant. Ne dispose-t-il pas de nombreux moyens de protéger la consommation et les mises de fonds, de favoriser le commerce extérieur et de canaliser l'épargne.

### 8. Salaires et coût de la vie

Une mesure préliminaire s'impose: une proportion constante entre les salaires individuels et le coût de la vie. Les salariés représentent un très fort pourcentage des consommateurs. Si le coût de la vie dépasse passablement les revenus des salariés, il deviendra impossible de maintenir la consommation à un niveau stable ou croissant. A moins de multiplier à l'excès les allocations sociales ou de créer et garder un commerce extérieur fabuleux, mesures toutes deux irréalisables, la consommation baissera rapidement et entraînera dans sa chute toute la vie économique. Advenant le cas contraire, salaires plus élevés que le coût de la vie, on ne serait pas avancé; les industriels ne peuvent vendre à un prix inférieur au coût de revient.

### 9. Travaux publics

Certaines fluctuations périodiques sont inévita-

bles. Mais l'état peut les contrebalancer par un programme sagement élaboré de travaux publics. Certains travaux ne peuvent attendre, d'autres le peuvent. Pourquoi ne pas retarder ceux-ci et les garder pour les périodes où l'embauchage tend à baisser. Dans son rapport de 1937, le directeur de la conférence internationale du travail écrit:

"Il est avéré qu'un programme de travaux publics bien conçu, exécuté en temps opportun, constitue l'un des éléments importants de la technique de la stabilité des prix et de l'emploi... On saisit de plus en plus l'importance d'une politique d'équipement national, considérée peut-être moins comme un remède que comme un levier de commande permettant de régler en tout temps le rythme de l'activité économique".<sup>1</sup>

Une sage politique en ce sens peut servir non seulement de remède mais encore et surtout de stimulant vis à vis la circulation du pouvoir d'achat efficient. Même s'il faut s'endetter, l'état doit adopter sans crainte des mesures adéquates à cette fin.

Un programme de travaux publics, quelque sage qu'il soit, ne constitue pas un moyen absolu et universellement efficace pour éviter les crises économiques. Il n'en reste pas moins une mesure très utile et parfois suffisante.

---

1. Conférence International du Travail, Rapport du Directeur, 1937, Genève, p. 84.

### 10. L'état et les placements de fonds

A l'aide de prêts et garanties, l'état peut beaucoup favoriser les mises de fonds et l'expansion de l'industrie et du commerce. Il doit aussi exercer un certain contrôle sur l'établissement de nouvelles entreprises d'urgence. Ce n'est pas tout de fonder une entreprise; il faut s'assurer qu'elle pourra vivre et qu'elle ne créera pas de désordre économique. Nous avons ainsi qu'au Canada les Commissions de Transports et une Commission de la Radio.

### 11. Allocations et assurances sociales

Par l'entremise des assurances sociales et de diverses allocations, l'état, tout en secourant les indigents et ceux qui ne peuvent subvenir à leurs besoins et ceux des leurs, contribue à maintenir la consommation domestique à un niveau stable et suffisant. En redistribuant ainsi le revenu national d'une façon plus équitable, il empêche dans une certaine mesure l'accumulation de fortunes oisives et propres à réduire la circulation de la monnaie.

## 12. L'état et le commerce extérieur

L'état peut exercer sur le commerce extérieur une protection indispensable. En effet, il est plus en mesure que n'importe quel autre organisme de créer et développer des nouveaux débouchés extérieurs. Grâce à des accords commerciaux, à diverses mesures tarifaires et à un contrôle perspicace, du change étranger, il peut aider dans une grande mesure au maintien d'une balance favorable du commerce et des paiements internationaux.

## 13. Rôle de l'état, conclusion

Le rôle de l'état, à savoir protéger et promouvoir les intérêts temporels des citoyens, ne l'autorise pas à s'ingérer à tout propos dans l'entreprise privée. En autant que tout va bien, en autant que l'état est incapable de faire mieux, il n'a aucune raison, aucun droit de s'y immiscer et de la régenter. Mais il faut se rappeler que l'état peut beaucoup pour aider l'embauchage; et les conditions actuelles exigent qu'il le fasse.

"Quelle que soit sa doctrine ou sa structure politique, l'état n'affecte plus de nos jours d'ignorer que la masse de ses citoyens réclame un certain niveau de vie et une certaine sécurité dans l'emploi... On estime que si des dispositions appropriées sont prises en temps utile,

"elles peuvent sauvegarder le standard de vie et conjurer la débâcle du marché de l'emploi".<sup>1</sup>

#### 14. Possibilité de l'embauchage intégral

Les moyens de promouvoir l'embauchage intégral sont nombreux et variés. Tous n'ont pas la même efficacité, et leur emploi s'avère souvent difficile. Faut-il pour cela considérer l'embauchage intégral même relatif comme théoriquement possible, mais en fait de réalisation chimérique. Nous ne croyons pas. Des fluctuations sont inévitables. A certains moments il sera peut-être impossible d'éviter une baisse notable de l'emploi. Mais qu'on laisse à l'état un certain contrôle de l'activité économique, que celui-ci s'acquitte avec conscience des devoirs qui lui incombent et l'embauchage intégral relatif ne sera plus une chimère. La chimère serait plutôt que chacun, l'état en tête, contribue pleinement et honnêtement à une politique raisonnée d'embauchage intégral. Il ne faut pas cependant désespérer. Les troubles économiques qu'entraînent encore la politique à courte vue, l'égoïsme individuel et collectif et les injustices sociales, atteignent

---

1. Conférence Internationale du Travail, Rapport du Directeur, 1937, p.66.

presque toujours en définitive les fauteurs mêmes de ces troubles. Peut-être finira-t-on par réfléchir et s'amender. Dès lors l'embauchage intégral, qui encore hier paraissait une utopie, aura toutes les chances au monde de se réaliser.

## BIBLIOGRAPHIE

Beveridge, Sir William Henry, Full Employment in a Free Society, New-York, Norton, 1945, 429 pages.

Fallon, Valère, S. J., Principes d'économie sociale, Namur, Wesmael-Charlier (S. A.), 1935, 508 pages.

Hansen, Alvin Harvey, Economic Policy and Full Employment, New-York, McGraw-Hill, 1947, 340 pages.

Keynes, J. M., The General Theory of Employment, Interest and Money, London, The Macmillan Company, 1936, pages.

Lester, R. J., Economics of Labor, New-York, The MacMillan Company, 1941, 911 pages.

Bureau International du Travail, Rapport du Directeur, 1937, Genève.